

Tim Jackson et les agitateurs d'idées

Jean-Baptiste Godinot / Asbl Respire

Ezio Gandin / Amis de la terre

Philippe Lamberts / Eurodéputé Ecolo

Bernard Legros / Enseignant

Bernard Bayot / Réseau FA



Renoncer à la croissance ! Mais pour la remplacer par quoi ? C'est la question que soulève la pensée de Tim Jackson et à laquelle de nombreux citoyens apportent déjà des réponses sur le terrain.

Cette ville batave sans voiture illustre deux idées de la prospérité : convivialité et mobilité lente.

Avant d'être un livre, *Prospérité sans croissance* était un plan de réorientation économique commandé par le gouvernement britannique, alors dirigé par le travailliste Gordon Brown. C'est dire si l'étude de Tim Jackson est consensuelle, chaque mot, chaque exemple étant soigneusement pesés pour arriver à convaincre l'opinion.

Quand surgit la question du travail

C'est là la force de *Prospérité* : l'affirmation nette, argumentée, presque scientifique que la croissance infinie n'est pas possible. Tôt ou tard, le monde économique se heurtera aux limites écologiques de la planète. « Le constat n'est pas neuf », affirme Jean-Baptiste Godinot, membre actif de l'asbl Respire (1), mais il est aujourd'hui tiré par un économiste reconnu en réponse à une demande du monde politique. Ce qui était le fait de quelques militants prend tout à coup une dimension nouvelle. »

« Tim Jackson, renchérit Ezio Gandin,

président des Amis de la Terre Belgique francophone (2), fait comprendre aux politiques eux-mêmes qu'ils ne peuvent plus évaluer leur action en se fondant sur la seule croissance des richesses. Pour eux, c'est un vrai problème, car ils comptent sur la croissance pour améliorer la condition des plus pauvres. »

L'argumentation consensuelle de *Prospérité* a cependant son revers. A trop ménager la chèvre et le chou, elle ne tranche pas et étale, selon certains, les conclusions de ses analyses. « Déjà le mot prospérité est porteur de malentendus », note Ezio Gandin. Celui-ci est souvent compris dans un sens matériel, comme une satisfaction consumériste, alors que c'est justement à cela qu'il faut renoncer. Je lui préfère le mot bien-être, qui reflète mieux le changement de vie et de valeurs. »

Jean-Baptiste Godinot est pour sa part sceptique quant à la promesse d'un monde sans croissance. « Cela signifie que l'on maintient le niveau actuel de production et de consommation, or on doit diminuer notre production pour retrouver un autre état de

stabilité. Remplacer la frénésie de consommation par du lien social, c'est très juste, mais il faut être plus franc sur la direction à emprunter. Avec la raréfaction des énergies, il faudra augmenter la main-d'œuvre humaine. Qui va fournir ce travail ? Et de quelle manière ? Sous la forme salariée, avec un patron qui dicte ses conditions ? Il ne faut pas simplement sortir de la croissance, il faut sortir de l'économisme et revoir les rapports de force dans le travail. »

Dogmes ébranlés

Le député européen Ecolo Philippe Lamberts confirme que Tim Jackson a bel et bien porté quelques coups de boutoir et soulevé un sacré casse-tête. « La crédibilité du système actuel est enfin ébranlée. Or je peux témoigner qu'au sein de la Commission et de la Banque centrale européenne, les dogmes de la pensée unique sont acceptés comme les tables d'une loi intangible. » Au premier rang de ces dogmes, le produit intérieur brut. Toute l'action publique sur l'emploi, les inégalités et la structuration de

la société en découle. Des sujets infiniment sensibles. « Or la croissance du PIB est loin de toucher l'ensemble de la société », poursuit le député. On le voit aujourd'hui aux Etats-Unis, l'économie redémarre mais l'emploi reste en berne. Il faut sortir de cette logique, car on n'obtient que ce que l'on mesure. Tant que le PIB restera au cœur de l'action politique, nous aurons, dans le meilleur des cas, de la croissance et non une évolution vers plus d'égalité ou de soutenabilité. » Que faire ? Créer un indice de bien-être social, un indicateur environnemental. Et, surtout, préparer les sociétés à un développement plus modéré. « Le modèle économique actuel n'est pas né du jour au lendemain. Trouver des alternatives prendra également du temps. Il n'existe pas de solutions toutes faites, il faut les inventer, les vérifier, c'est ainsi que l'on construira un nouveau modèle. »

Pour des vélos sans pub

Quelques convaincus testent déjà ces alternatives, qu'elles s'appellent décroissance,

simplicité volontaire ou découplage (entre production de biens ou de services et émission de carbone). Ils savourent aujourd'hui la formidable visibilité que leur a donné Tim Jackson.

Ezio Gandin a lancé, avec Les Amis de la Terre, une cinquantaine de groupes de simplicité volontaire. « Nous recherchons la rareté matérielle, n'achetons que ce qui est nécessaire, diminuons nos activités professionnelles pour gagner du temps et créer du lien. C'est vrai que ce n'est toujours possible pour tout le monde, c'est pourquoi nos groupes sont volontaires, nous ne pouvons rien imposer. »

Jean-Baptiste Godinot a choisi de s'attaquer à la publicité. « Il faut organiser la non-coopération avec un système qui encourage le consumérisme. Il y a beaucoup de choses à faire, car le système est profondément enraciné. La Norvège a interdit la publicité à destination des enfants, Sao Paulo au Brésil a enlevé tous les panneaux publicitaires lors d'une opération "ville propre". Il est possible de généraliser ces expériences. Chez nous, on pourrait commencer par la RTBF, qui est un service public. Nous dénonçons également le projet Villo !, qui met à Bruxelles des vélos à la disposition du public. Au départ, il y a une volonté écologique et conviviale. Mais les vélos sont ornés de publicités qui bénéficient ainsi de la caution morale involontaire du cycliste. » Un comble !

A la recherche du « dissensus »

Bernard Legros, professeur de musique, lutte contre le consumérisme sur son lieu de travail, l'école. « La musique est devenue la bande son du néolibéralisme, lance-t-il. Elle isole les gens collés à leur iPod. Elle plane dans les centres commerciaux pour vider les esprits et les préparer à l'acte d'achat. » A l'école même, Bernard Legros voit la consommation partout. Dans la tête des élèves qui affichent, selon lui, des motivations assez conformistes. Dans l'attitude des profs et des élèves, lorsqu'ils exhibent vêtements de marque, montres clinquantes et GSM dernier cri. Elle s'impose dans les fêtes organisées par les écoles et s'installe dans les distributeurs de boissons. En classe, la pédagogie peine à repousser le consumérisme. « L'école cherche le consensus », observe le professeur. Elle va parler du développement durable, proposer aux élèves de faire une mare, de monter un projet de mobilité. Mais elle se gardera de remettre la productivisme en cause. L'école joue deux rôles, intégrer et émanciper. Elle s'attache trop à son rôle intégrateur et délaisse l'émancipation. Je pense qu'à l'inverse du consensus, il faut chercher le "dissensus", faire des élèves des citoyens capables de comprendre le monde et de le modifier. »

A côté de ses cours de musique, Bernard Legros organise des animations sur les thèmes de la publicité et du consumérisme. Et ça marche. « Les élèves sont d'abord surpris. Puis ils veulent en savoir plus. La prise de conscience peut se faire de deux façons. De manière intellectuelle : on réalise que les supermarchés exploitent leur personnel, qu'ils encouragent le productivisme en amont et le gaspillage en aval. C'est une approche raisonnée, argumentée. Ou alors on peut prendre conscience par l'expérience, cultiver un jardin collectif par exemple, et se rendre compte que d'autres manières de faire existent. L'apprentissage par l'expérience est très efficace. D'autant que les alternatives sont nombreuses : jardins partagés, groupes d'achats solidaires, services d'échange local. »

Financer sans boursicoter

Bernard Bayot, directeur du Réseau financement alternatif (3), expérimente pour sa part une autre manière de voir la finance. « La finance n'est en soi ni bonne, ni mauvaise. C'est un outil. Tout dépend de l'usage que l'on en fait. La question est de savoir si l'on investit à long terme dans des sociétés de production attachées à leur outil, ou si l'on spéculé à très court terme sur des variations de cours. »

Entre 1977 et 2010, la production de richesse a été multipliée par 7, tandis que le nombre de transactions financières ont été multipliées... par 234. Cela donne une idée de l'instabilité des capitaux ! « Nous privilégions les finances en circuits courts, le contact direct entre le coopérateur et une entreprise dont il connaît et soutient les activités et les finalités sociales », poursuit Bernard Bayot. A l'image des circuits courts de l'alimentation qui cherchent à maintenir une agriculture et des emplois de proximité, le circuit court de la finance invite les particuliers à confier une partie de leur épargne à une coopérative locale. « L'investisseur contrôle ainsi l'usage qui est fait de son argent. Il est certain que son épargne ne servira pas à produire des armes ou à mettre des enfants au travail à l'autre bout du monde. Certes, le coopérateur renonce à une partie du rendement de son capital, mais il soutient des activités qui favorisent une plus grande cohésion sociale. »

La crise financière de 2008 avait déjà attiré l'attention sur ces expériences qui, modestement et opiniâtement, construisent un autre modèle de société. Le pavé que Tim Jackson vient de lancer dans la mare de la croissance confirme que l'épanouissement de cet autre modèle est aujourd'hui devenu une nécessité. ■ Jean-François Pollet

(1) Asbl prônant une consommation responsable et œuvrant à libérer l'espace public de la publicité commerciale. www.respire-asbl.be

(2) www.amisdelaterre.be

(3) www.financite.be